

Malgré la résolution de l'ONU exigeant un cessez-le-feu à Gaza, les bombardements israéliens se poursuivent

mercredi 27 mars 2024, par [Agence Média Palestine](#) (Date de rédaction antérieure : 26 mars 2024).

Alors que les bombardements meurtriers d'Israël continuent à Gaza, le Conseil de Sécurité de l'ONU a voté un texte exigeant un cessez-le-feu le 25 mars 2024.

Photo : John Minchillo/ Associated Press/ Outre ses cinq membres permanents, le Conseil de sécurité compte aussi dix membres élus pour deux ans, sans droit de veto.

Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté lundi 25 mars 2024 une résolution exigeant un cessez-le-feu immédiat pour le mois du ramadan, la libération immédiate et inconditionnelle des otages et « la nécessité urgente d'accroître le flux » de l'aide à Gaza. La résolution a été adoptée avec 14 voix, les États-Unis s'étant abstenus. Le résultat a été salué par une salve d'applaudissements dans la salle du Conseil.

Les États-Unis prévoyaient d'opposer leur veto si le texte ne mentionnait pas les otages. Le texte ne condamne pas explicitement le Hamas, comme le souhaitaient les États-Unis, mais « déplore » toutes les attaques contre des civils et « tous les actes de terrorisme », notant qu'il est illégal de prendre des otages en vertu du droit international.

Le texte exprime également sa profonde inquiétude « au sujet de la situation humanitaire catastrophique dans la bande de Gaza », appelant à davantage d'efforts pour augmenter l'aide et protéger les civils.



En réponse, Benjamin Netanyahu a annulé lundi le voyage prévu à Washington de ses principaux collaborateurs Ron Dermer et Tzahi Hanegbi. Dans un communiqué du bureau du Premier Ministre, Israël déclare que les États-Unis nuisent à l'effort de guerre et aux tentatives de libération des

otages par cette décision et la qualifie de « recul manifeste par rapport à la position constante des États-Unis au sein du Conseil de sécurité depuis le début de la guerre » et de décision qui « donne au Hamas l'espoir que la pression internationale lui permettra d'obtenir un cessez-le-feu sans libérer nos otages ». Le Président des États-Unis, Joe Biden, a qualifié cette décision de « décevante ». Cette brèche dans le soutien infaillible, à toutes épreuve, et de longue date de Washington à Tel-Aviv, isole davantage Israël sur la scène internationale.

En présentant le nouveau projet de résolution au nom des 10 membres élus du Conseil, le Mozambique a fait valoir que l'adoption du texte constituerait un « nouveau jalon » sur lequel pourrait faire fond le Conseil afin de régler de façon globale la crise qui sévit à Gaza. La plupart des membres du Conseil ont acquiescé à l'issue du vote : la Slovaquie a parlé d'un « jour à marquer d'une pierre blanche », la Suisse d'un « signe d'espoir », tandis que la République de Corée soulignait la « signification historique » du texte adopté. L'Algérie y a vu, pour sa part, « la première étape d'un processus visant à concrétiser les aspirations du peuple palestinien ».

Vidéo Youtube

Le Secrétaire Général des Nations Unies, António Guterres, a déclaré le 25 mars 2024 sur son compte X que l'échec de l'application de cette résolution serait « impardonnable ».



Ce même jour, le 25 mars 2024, la Rapporteuse Spéciale des Territoires Palestiniens Occupés des Nations Unies, Francesca Albanese, a publié son rapport sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, intitulé « [Anatomie d'un génocide](#) » .

Albanese a présenté son rapport dans un corpus de 25 pages - englobant 75 d'occupation - dont en voici un extrait :

« Après cinq mois d'opérations militaires, Israël a détruit Gaza. Plus de 30 000 Palestiniens ont été tués, dont plus de 13 000 enfants. Plus de 12 000 sont présumés morts et 71 000 blessés, dont beaucoup ont subi des mutilations qui ont changé leur vie. Soixante-dix pour cent des zones résidentielles ont été détruites. Quatre-vingt pour cent de la population a été déplacée de force. Des milliers de familles ont perdu des êtres chers ou ont été anéanties. Beaucoup n'ont pas pu enterrer et pleurer leurs proches, contraints de laisser leurs corps en décomposition dans les maisons, dans la rue ou sous les décombres. Des milliers de personnes ont été détenues et systématiquement soumises à des traitements inhumains et dégradants. Le traumatisme collectif incalculable sera ressenti par les générations à venir. En analysant les schémas de violence et les politiques d'Israël dans son attaque contre Gaza, ce rapport conclut qu'il existe des motifs raisonnables de croire que le seuil indiquant qu'Israël a commis un génocide est atteint. L'une des principales conclusions est que les dirigeants et les soldats israéliens ont intentionnellement déformé les principes du jus in bello (droit de la guerre), subvertissant leurs fonctions protectrices, dans le but de légitimer la violence génocidaire à l'encontre du peuple palestinien. »



Alors qu'Israël a tué plus de [31 819 Palestiniens dans la bande de Gaza](#), dont au moins 12 300 enfants, et que la résolution – considérée comme contraignante – exigeant un cessez-le-feu à Gaza a été adoptée, Israël poursuit ses bombardements sur Gaza.

Au 172^e jour de l'agression israélienne sur Gaza, le 25 mars 2024, 3 hôpitaux de la bande ont subi des attaques d'Israël : un hôpital de Khan Younis, European Hospital et al-Amal Hospital. Israël intensifie également ses attaques contre la « zone de sécurité » de Rafah et tue plus de 30 personnes dans la seule journée du 25 mars, et menace d'une invasion terrestre d'une grande ampleur.

Au total au cours des dernières 24 heures, 107 Palestiniens ont été tués par Israël, et 176 autres ont été blessés.

22 000 Palestiniens déplacés subissent à une aggravation des conditions sanitaires et de traitement médical à l'Hôpital européen, l'un des derniers à être partiellement fonctionnels à Gaza, surpeuplé de patients en attente de soins critiques. Parallèlement, les forces israéliennes assiègent d'autres hôpitaux à Khan Younis, obligeant les patients gravement malades à évacuer les lieux, encerclés par les bombardements et la destruction. Enfin, les forces israéliennes ouvrent le feu sur le personnel médical contraint d'évacuer l'hôpital al-Amal dans un contexte d'attaques continues sur le site, laissant les patients dans un état critique, privés de supervision médicale.

Agence Média Palestine

P.-S.

- Agence Média Palestine, le 26 mars 2024, mis à jour le 27 mars 2024 : <https://agencemediapalestine.fr/blog/2024/03/26/le-conseil-de-securite-de-lonu-adopte-une-resolution-exigeant-un-cessez-le-feu-a-gaza/>